

DEBAT

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

C'était un discours passionnant et tout le monde y a prêté la plus grande attention. Je pense que nous avons maintenant trois possibilités. Un, étant donné la puissance de votre discours, je suggère que vous le répétiez. C'était vraiment un discours très riche. Cependant, si nous ne voulons pas de cette option, nous pouvons le lire plus tard. C'est un discours très profond. La deuxième possibilité est de lancer la séance d'Haiku que vous avez en fait démarrée à la fin de votre discours. Cependant, je pense que nous sommes tous un peu trop fatigués pour cela et nous n'en tirerions pas tout le bénéfice possible. Cela ne nous laisse qu'une possibilité, une courte session de questions-réponses.

Votre discours était très positif à propos de l'Europe et je pense que certains d'entre nous sont fondamentalement d'accord avec cette vision. Cependant, comme vous le savez mieux que quiconque, il est extrêmement difficile de nos jours dans n'importe lequel de nos pays respectifs de transmettre un discours positif sur l'Europe et la plupart des politiciens en sont incapables. Que pouvons-nous faire alors pour améliorer les choses, en particulier au regard des élections européennes qui arrivent et dans lesquelles il y a de fortes chances qu'un grand pourcentage des parlementaires européens soit anti-européens ?

Herman van Rompuy, président du Conseil européen

C'est une vaste question. Laissez-moi d'abord dire que tout ce populisme n'est pas une invention de la crise de la Zone euro, et je vais vous en donner trois exemples. En 2004, dans ma propre région, dans mon propre pays, un parti extrêmement raciste a remporté 25% des votes. C'est un pays occidental sur les bords de la mer du Nord, et ils ont remporté 25% des voix – et cela bien avant la crise financière et la crise de la Zone euro. En France, en 2001 ou 2002, le deuxième parti à l'issue du premier tour était un parti d'extrême droite, alors même qu'il se dressait contre le Président sortant de l'époque. Il n'était qu'à 2 points derrière le Président sortant au premier tour, et cela bien avant la crise financière et la crise de la Zone euro. Aux Pays-Bas, on a vu il y a quelques années l'ascension d'un parti extrémiste fondé sur l'anti-islamisme. C'était la base de leur capital politique. Puis pendant la crise de la Zone euro, ils ont changé et tout ce qui était lié à l'Islam a été abandonné au « profit » – et je ne caricature pas – de l'Europe.

Ce que je veux dire c'est que pendant les dernières 10-15 années, dans de nombreux pays européens, pas dans tous néanmoins, nous avons connu une crise politique, qui était une crise de la crédibilité de l'autorité politique. Ensuite il y a eu la crise de la Zone euro et l'Europe est devenue une part de la crise générale. Nous devons garder ça à l'esprit.

En ce qui concerne la crise de la zone Euro et les prochaines élections européennes, nous sommes bien sûr en période de crise économique, avec un fort taux de chômage dans de nombreux pays membres, même si ce n'est pas le cas pour tous. Nous allons convaincre les peuples par nos résultats en termes de croissance et d'emplois. Vous allez me répondre que ces résultats ne seront pas très visibles d'ici le 22 mai prochain et vous aurez sans doute raison, mais les gens vivent aussi de perspectives et d'espoir et nous avons maintenant beaucoup plus de signes d'espoir qu'il y a encore quelques mois. Cependant, en fin de compte – et là je ne parle pas juste des élections européennes mais aussi de l'idée de l'Europe en soi – nous serons soutenus par les résultats de la croissance et de l'emploi. Néanmoins, il se peut que les élections arrivent trop tôt à cet égard.

Cependant, ce qui peut être aussi très important, voire décisif, c'est que les dirigeants défendent leur propre cause européenne et ne blâment pas Bruxelles et les institutions européennes pour tout ce qui va mal et pour tous les problèmes. Ils doivent prendre leurs responsabilités. Bien sûr, nous avons fait des erreurs lors de la première décennie de la zone Euro quand nous n'avons pas suffisamment surveillé et corrigé les déséquilibres. Cependant, les faiblesses de fond de certains pays n'ont pas été réglées et la crise financière les a fait remonter à la surface. De fait, de

nombreux pays ont été mal dirigés – *malgoverno*, comme disent entre autres les Italiens. Les principales responsabilités sont bien à chercher au niveau national.

Cependant, ce dont nous avons besoin à présent, ce sont à la fois des résultats, de la rhétorique, de la parole et des peuples pour défendre la cause européenne. Diriger par l'exemple est plus important que beaucoup de gens ne croient et en période de doute, de peur, d'incertitude, de tout ce que les Allemands appellent *Angst*, montrer des qualités de leader et croire en sa propre cause est d'une importance capitale, et peut faire toute la différence. Je sais que lors des référendums sur le traité constitutionnel dans certains pays, par exemple lorsque l'opinion publique est livrée à elle-même sans aucuns conseils de la part des dirigeants, vous pouvez obtenir des résultats à 64 ou 66% de votes contre. Cela se produit quand il n'y a pas de répondant, pas de réponses et pas d'encouragements. Nous sommes donc dans une période de courage politique et de défense de ce que nous avons fait, et qui vaut largement d'être défendu.

Bien sûr, nous allons vivre des moments difficiles dans les mois à venir, mais l'idée européenne va survivre à cette pression car nous montrerons des résultats et nous aurons des dirigeants pour défendre notre cause.

Voici ma longue réponse à la question. Il est toujours suspect de devoir donner une longue réponse car la situation est compliquée et que vous êtes sur la défensive. Cependant, je ne me sens pas sur la défensive. Nous avons des choses à défendre.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Mo Ibrahim et Kemal Derviş sont deux membres honoraires et distingués de l'Union Européenne.

Mo Ibrahim, président de la Fondation Mo Ibrahim

[Inaudible] jeunes Européens. Il me semble que nous perdons nos jeunes et personne ne se dresse pour [inaudible]. Tout le monde se concentre sur [inaudible] sur quel type de [inaudible] et [inaudible] vous pouvez avoir et [inaudible]. Cependant, les gens [inaudible]. [Inaudible] vote, [inaudible] vont voter peut-être [inaudible] et je ne [inaudible].

Herman van Rompuy, président du Conseil européen

Merci pour vos remarques et avertissements. Une fois encore, c'est un problème très délicat. Avant tout, vous parlez de perdre des jeunes, mais l'idée européenne risque également de perdre le soutien des personnes plus âgées. Ce problème n'est pas limité aux jeunes. Oublions que ce ne sont que les générations plus jeunes et idéalistes qui ne soutiennent pas l'Europe. C'est ma première remarque. La crise de l'idée européenne est bien plus étendue.

La deuxième chose – et là je ne fais que répéter ce que j'ai dit dans la première partie de ma réponse à la question précédente – c'est que ce n'est qu'une partie d'une crise politique plus vaste. Les partis politiques traditionnels sont en train de perdre le soutien des populations, jeunes et moins jeunes, dans bon nombre d'États-membre. Cela ne concerne pas uniquement à l'Europe.

Mon troisième point est que l'idée européenne était que la Communauté européenne et l'Union Européenne deviennent un succès sur plusieurs décennies, non au travers du soutien populaire, mais par la volonté solide des dirigeants politiques et de ce qu'on appelle à présent les élites politiques. On peut lui donner un autre nom et parler de courage politique. Quand j'avais 16 ans, je croyais fortement en la cause européenne. J'ai eu la chance d'avoir des professeurs – Jésuites et autres – qui m'ont transmis l'enthousiasme pour la cause européenne. Néanmoins, c'était une petite minorité. L'idée européenne n'a donc jamais eu une base politique large, mais elle était acceptée dans la mesure où elle était couronnée de succès. A présent, l'Europe est présente dans notre vie quotidienne et vous ne pouvez pas davantage entrer dans la vie des gens que par l'argent et si les peuples voient que les deux institutions financières fondamentales sont en danger – les banques et leur monnaie – il n'est pas surprenant qu'ils soient déstabilisés. L'idée européenne n'est donc plus une idée abstraite ou l'idée généreuse des décennies passées – un idéal ; elle s'est introduite dans notre vie quotidienne, et c'est toujours une confrontation difficile. C'est l'étape dans laquelle nous nous trouvons à présent.



Mon message est donc que nous devons prouver qu'en tant que Zone euro et en tant qu'Union Européenne ainsi qu'au niveau des États-membre, nous pouvons gérer la crise et la surmonter. Alors nous gagnerons le soutien du peuple par des résultats, du langage et de la rhétorique, et alors je devrai répéter ce que je viens de dire. Cependant, en ce qui concerne l'idée européenne en elle-même, il n'y a jamais eu en Europe de manifestation dans les pays occidentaux européens en faveur de l'Europe, alors que nous voyons en Ukraine des manifestations pour le drapeau européen et là nous pouvons voir à quel point l'idée européenne peut être vivace et vigoureuse. En Europe occidentale, nous sommes tellement habitués à l'Europe et à ses institutions, mais si vous allez dans de nouveaux États-membre, ou aux frontières de l'Europe, vous vous rendrez compte que l'Europe est une idée très attractive. Elle est peut-être moins attractive pour les anciens pays membres mais elle demeure très attractive pour le reste du monde.

Kemal Dervis, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale

J'ai une question plus spécifique. Vous avez parlé de la Zone euro et de l'Union Européenne. En quoi ces deux choses se ressemblent et en quoi elles se différencient ? La semaine dernière, j'ai demandé à deux amis suédois, dont l'un est un ancien ministre, quelles étaient les chances que la Suède rejoigne la Zone euro dans la décennie à venir. L'un m'a dit zéro et l'autre -5. Ma question est donc, comment voyez-vous ces deux concepts sur les dix ans à venir ? Va-t-on voir une Union Européenne plus grande et une Zone euro plus petite ? La Zone euro va-t-elle continuer à s'étendre ? Comment le Royaume-Uni va-t-il s'intégrer ?

Herman van Rompuy, président du Conseil européen

Pour ce qui est des prévisions sur la décennie à venir, si vous aviez posé cette même question, à moi ou à d'autres, en 2007 et que vous repreniez nos réponses à présent, nous aurions eu besoin de beaucoup de chance pour tomber juste. Helmut Schmidt a déclaré que ceux qui ont des visions doivent consulter un médecin. Cependant, ce serait assez cynique de ma part.

Avant tout, n'oublions pas qu'alors même que la Zone euro était en crise, deux pays y sont entrés – l'Estonie et la Lettonie. Une fois de plus, cela prouve que nous sommes toujours attractifs. Ces pays ont rejoint la Zone euro en pleine crise et d'autres suivront. Je ne sais pas ce qu'il va se passer avec la Suède. Ils ont fait un référendum il y a quelques années et le résultat a été négatif.

Cependant, je vais vous dire quelle a été mon expérience ces quatre dernières années. Nous avons à présent 18 pays membres qui sont également dans la Zone euro. Ensuite, nous avons 28 pays membres de l'Union Européenne, dont deux ont une véritable volonté de non-participation et ont déclaré il y a longtemps qu'ils ne rejoindraient jamais la Zone euro. Cela nous laisse donc 26 moins 18, huit pays, dont la Suède. Cependant, ce que j'ai constaté c'est que quand nous prenons des décisions pour la Zone euro, tous les autres pays veulent être impliqués dans les discussions car nombre d'entre eux ont toujours l'ambition, si pas à court terme dans les années à venir, de rejoindre l'euro tôt ou tard.

En fait, c'est encore plus profond que ça, puisqu'il y a une obligation dans les traités d'entrer dans la Zone euro. On a tendance à l'oublier. L'union monétaire et économique n'est pas limitée aux pays de la Zone euro. Selon les traités, chaque pays est un membre de l'union économique et monétaire, même si je sais bien que dans une certaine mesure, c'est purement théorique. Néanmoins, ils veulent être impliqués. C'est tellement vrai que si je veux organiser des sommets sur l'euro au plus haut niveau en limitant la participation aux pays de la Zone euro, je me heurte au refus de tous les autres. Depuis maintenant deux ans, nous discutons toutes les questions relatives à la Zone euro en Conseil Européen, en présence et avec la contribution de pays qui sont membres de l'Union et ne seront jamais membres de la Zone euro, mais qui veulent tous participer au processus décisionnel. L'euro et la Zone euro sont donc loin de se limiter à ces 18 pays.

On peut même aller plus loin. Nous avons conclu un traité – ce que nous appelons le Pacte Budgétaire Européen – dont nous avons besoin pour la Zone euro. Cependant, 26 pays ont donné leur accord pour ce pacte – qui est un traité – et ont ratifié le traité. Une fois de plus, c'est parce qu'ils veulent être impliqués dans les grandes décisions de la Zone euro. C'est donc moins compliqué que ce que pensent la plupart des gens. Il n'y a pas 18 pays d'un côté et 10 de l'autre, sans lien ou relations entre eux – les liens existent et ils sont très forts.

Ma dernière remarque est que pour un certain nombre de réformes, nous avons besoin du consentement des 28. Pour l'union bancaire, c'est une question de législation européenne et donc non seulement nous devons en discuter, mais le processus décisionnel se fait au Conseil à l'unanimité, bien que la plupart du temps ce soit par majorité qualifiée. Néanmoins, c'est une législation de l'UE. Elle se fait à la demande de la Zone euro, mais au final, c'est une législation pour l'ensemble de l'Union Européenne.

Nous avons donc besoin de tous les États-membre et ils veulent tous être impliqués. C'est donc moins compliqué que ce que l'on croit. Il n'y a pas de fracture en Europe, même s'il y a bien sûr une séparation en termes de monnaie. C'est vu comme une chose beaucoup plus banale que ce que l'on croit. Mon expérience depuis quatre ans est donc que les 10 États-membre qui ne sont pas dans la Zone euro ont tout intérêt à la stabilité de l'euro et de la Zone euro et feront ce qu'il faut pour que nous atteignons cette stabilité. Lorsque nous renforçons l'intégration dans la Zone euro, ils travaillent avec nous pour atteindre ce but car c'est dans leur propre intérêt.

Je dois donc répéter que mon expérience du processus décisionnel dans ce domaine depuis 4 ans est bien moins négative qu'on a tendance à le croire. Je ressens même une coopération positive des États non membres de l'euro et ce venant même des pays n'ayant jamais eu la moindre ambition d'y entrer, ce qui n'est pas le cas de la Suède, mais s'applique au Danemark et au Royaume-Uni.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Après une présentation et une discussion aussi fantastique, la seule chose qui me reste à dire c'est "Vive Herman Van Rompuy". Je serais d'avis que l'on modifie votre mandat afin que vous puissiez rester Président du Conseil Européen à vie. Merci beaucoup.